

Contre l'extrême-droite, pour la justice sociale et la solidarité, repreons les rues le 21 avril 2024 !

L'extrême-droite est de retour dans les rues. Dans les Côtes d'Armor comme ailleurs, elle met en œuvre de manière violente son programme politique qui mêle rejet de l'égalité, discriminations, et haine des minorités et de celles et ceux qui œuvrent pour un monde plus juste :

- Tags homophobes et transphobes sur les murs de la ville de Saint-Brieuc et menaces de morts des élus dans le cadre de la pride,
- Dégradations des locaux du Parti communiste Français (PCF), de l'Union Démocratique Bretonne (UDB), de La Serre, de la CGT, du Planning Familial et de Pôle Emploi,
- Saccage du mémorial à la Résistance de la Butte Rouge à Ploëuc-l'Hermitage,
- Menaces et intimidations d'élu.es, de militant.es et de journalistes dans le cadre du projet Horizon, concernant l'accueil des réfugiés, à Callac,
- Tracts antisémites, racistes et homophobes distribués dans les boîtes aux lettres dans plusieurs villes,
- Attaque en bande organisée du festival Bretagne Ouverte et Solidaire, blessant neuf personnes,
- Perturbations d'événements culturels, comme la lecture de contes interprétés par une compagnie, drag à Lamballe,
- Agression envers des membres de l'association La Serre, blessant plusieurs personnes,
- Vandalisations et tentative d'incendie des mosquées de Guingamp et de Morlaix...

Ces actes ne sont pas des faits divers isolés. Ils sont le résultat de décennies de discours et de politiques racistes portés par l'extrême-droite mais aussi par les partis dits républicains. Les politiques antisociales de ces dernières décennies ont créé un terrain favorable à la diffusion de ces idées nauséabondes. Alors que les violences envers les musulman-es, les juif-ves, les militant-es et les minorités se multiplient, nous considérons que la réaction de la société pour répondre à ces atteintes aux droits humains et à la dignité n'est pas à la hauteur de la menace fasciste qui guette.

Le RN pourrait devenir le premier parti du pays aux prochaines élections et nous ne pouvons pas compter sur la macronie pour lui faire barrage. Quand Emmanuel Macron réhabilite Pétain, parle d'un « réarmement démographique » et de « problème d'immigration », quand il promeut l'uniforme à l'école et le SNU (service national universel), quand il nie l'existence des violences policières, quand son gouvernement fait voter des lois islamophobes comme la loi séparatisme et qu'il réprime dans le sang les mouvements sociaux, on peine à voir ce qui le différencie encore de l'extrême-droite. La sinistre loi sur l'immigration est un exemple glaçant de la diffusion des idées d'extrême-droite à une large partie du champ politique.

Combattre l'extrême-droite sous toutes ses formes

C'est pourquoi il y a urgence à combattre en même temps les politiques racistes du gouvernement et les tentatives de normalisation du RN. Car l'arrivée de ce parti au pouvoir approfondirait et accélérerait le désastre en cours comme le montre l'élection de partis similaires dans d'autres pays.

En Italie, l'élection de Meloni a débouché sur de la casse sociale (suppression du revenu de citoyenneté), l'attaque des droits LGBT, et au fait que des centaines de nostalgiques du fascisme puissent se réunir et faire des saluts fascistes en pleine rue en toute impunité. En Argentine, à peine élu, Milei s'en est pris violemment au droit de grève et aux services publics. En Israël, le gouvernement d'extrême-droite de Netanyahu perpétue un génocide à l'encontre du peuple palestinien (avec la complicité de nombreuses puissances occidentales). Et nous pourrions ainsi égrainer les régressions sociales et les violences qui ont suivi l'accès au pouvoir des partis réactionnaires en Hongrie, en Finlande, au Brésil, aux Pays-Bas...

Nous sommes convaincu-es qu'une grande partie de la population est réfractaire aux idées et actions d'extrême-droite sous toutes leurs formes, que ce soit des tags, des attaques à la barre de fer, ou des discours et des politiques racistes. C'est pourquoi le RN avance masqué. Il se présente comme un parti qui est aux côtés des classes populaires mais il est clair qu'il ne règlera en rien les problèmes économiques de la population. Il est urgent de rappeler son vrai visage : c'est un parti de riches, pour les riches, qui agit contre l'intérêt des classes populaires en proposant d'approfondir la casse du service public et la réduction drastique des aides sociales. Il veut se faire passer pour respectable mais son programme politique raciste, islamophobe, sexiste et homophobe est le même que celui de l'extrême-droite violente avec qui il entretient des liens étroits.

Tous et toutes dans la rue le 21 avril !

Le 21 avril 2002, des millions de personnes sont descendues dans les rues pendant plusieurs semaines pour dénoncer l'arrivée de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle. 22 ans plus tard, montrons que, contrairement au gouvernement, notre détermination à faire barrage à la haine et au racisme et à défendre les valeurs d'égalité, de liberté et de fraternité est intacte. Nous voulons organiser une résistance populaire qui combat la menace fasciste tout en construisant au quotidien les bases d'une Bretagne et d'une société ouverte et solidaire.

C'est pourquoi nous invitons tous ceux et celles qui partagent nos craintes et nos valeurs à venir
**manifeste le dimanche 21 avril 2024 à
Saint-Brieuc.**

Nous choisissons également cette date pour faire écho à l'appel de familles de victimes de violences policières à rejoindre la Marche contre Le racisme, l'islamophobie et pour La Protection des Enfants. Cette marche est organisée le 21 avril 2024 à Paris, 12 ans après la mort d'Amine Bentounsi, tué par un policier d'une balle dans le dos le 21 avril 2012, pour dénoncer le racisme et les violences que subissent nombre d'enfants des quartiers populaires. Quel monde voulons-nous ? Il est encore temps de faire le choix de la solidarité, de la liberté, de la justice sociale et de l'égalité de toutes et de tous. Le 21 avril 2024, soyons nombreuses et nombreux dans les rues, pour défendre et faire vivre ces valeurs !

Signataires au 18 février

AFPS Saint-Brieuc, Attac 22, Attac Rennes, Boulangerie La place au levain, CGT (CGT Union Départementale 22, CGT aggro Saint Brieuc, CGT Association Hospitalière de Bretagne, CGT EPSMS Ar Goued 22, CGT Fondation Bon Sauveur, UL CGT Lamballe), collectif Presse-cuvette (fanzine contre écrou), FRAP Rennes (front révolutionnaire antipatriarcal), Gilets Jaunes de Brest, Groupe René Lochu, Vannes - Ros-trenen (Fédération Anarchiste), La CALE (Collectif antifasciste Lorient & Environs), La France insoumise 22, La Serre, LDH Saint-Brieuc, Les tas de fête, Librairie Le temps qu'il fait, Parti Communiste Français 22, Parti de Gauche 22, Planning Familial 22, Prendre le Droit, Queerland, Révolution Permanente Brest, Si on s'alliait, Solidaires 22, Solidaires 29, Soulèvements de la Terre Iroise, STAF-CNT, Union Communiste Libertaire Brest, UDB des pays de Saint Brieuc Dinan et Loudéac, Youth For Climate Saint-Brieuc., NPA Bretagne..